

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 24 septembre 2025

L'an deux mille vingt-cinq et le vingt-quatre septembre à dix-neuf heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Commune d'AUBENAS, légalement convoqué, s'est rassemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Jean-Yves MEYER, Maire.

Présents : MEYER Jean-Yves, LOYET André, GAILLARD Pascal, ROCHE Eliette, FAURE Cécile, CIVIER Stéphane, NGUYEN Isabelle, DAUMAS Jacques, DURIEU Joël, HADDAD Catherine, BOUSCHON Max, SOUBEYRAND Jacky, BOYER Alain, TEYSSIER Nicolas, ARMAND Michel, JEAN LEYNAUD Sylvie, ROUX Patricia, GUIBERT Alexandra, PERRUSSET Benoît, CAUQUIL Alexandra, CONSTANZO André, DELAUCHE Henri

Excusés : TASTEVIN Marie-Françoise donne procuration à DURIEU Joël, SAUGET Elisabeth donne procuration à LOYET André, VERNEDE Corinne donne procuration à MEYER Jean-Yves, LEYNAUD Michel donne procuration à ARMAND Michel, MARRON Corentin donne procuration à JEAN LEYNAUD Sylvie, ROGIER Monique donne procuration à GAILLARD Pascal, JOLY Delphine donne procuration à TEYSSIER Nicolas, VERMOREL Guillaume donne procuration à GUIBERT Alexandra, SIMON Cloé donne procuration à ROUX Patricia

Absents : AMRANI Hasiba, KAPPEL Roger

Secrétaire de séance : Nicolas TEYSSIER

Date de la convocation :

Délibération n°2025-155

17 septembre 2025

OBJET : Mise en séparatif Avenue de la Liberté (partie basse) - Demande de subvention à l'Agence de l'Eau

Transmis au représentant de l'Etat le : 26 SEP. 2025
Affiché le :
Notifié le : 26 SEP. 2025

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu délibération globale n°34 du 17 décembre 2024 approuvant les travaux de mise en séparatif du réseau assainissement, ainsi que le plan de financement afin de solliciter l'aide de l'agence de l'eau R.M.C dans le cadre du Contrat Eau et Climat ;
Vu la délibération n° 2025-050 du 7 avril 2025 approuvant le budget annexe de l'assainissement 2025 ;
Vu le 12^{ème} programme 2025/2030 de l'Agence de l'Eau permettant à la commune de revoir le pourcentage de demande d'aide à hauteur de 50% pour les travaux de mise en séparatif avenue de la Liberté ;

Considérant que les travaux, la géo-détection, les inspections caméra et les essais et contrôles de réceptions sont estimés à 53 548 € HT,

Considérant qu'en prenant compte de la lutte contre les eaux parasites en amont du Déversoir d'Orage de La Gare (conformément au Schéma Général d'Assainissement), la subvention pourrait être à hauteur de 50 %,

Considérant l'intérêt manifeste de ces travaux de mise en séparatif du réseau assainissement avenue de la Liberté (partie basse),


Il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à solliciter la subvention auprès du partenaire ci-dessus, conformément au plan de financement ci-dessous :

PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL		Date d'actualisation : 05/08/2025
Collectivité / objet : Aubenas – Mise en séparatif avenue de la Liberté (partie basse)		
DÉPENSES	Nature (taux)	Montant HT
Travaux	- Mise en séparatif de 70 mètres linéaires de collecteurs, création de 8 branchements	53 548 €
	- Diagnostic avant travaux	
	- Contrôles et réception des travaux	
TOTAL DÉPENSES		53 548 €
RECETTES (*)	Nature (taux)	Montant HT
Aides publiques (HT)		
Agence de l'eau R.M.C.	50 %	26 774 €
Sous-total Aides publiques		26 774 €
Part demandeur (50% minimum)		
Fonds propres Ville d'Aubenas	50%	26 774 €
Sous-total Part demandeur		26 774 €
TOTAL RECETTES		53 548 €

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** le plan de financement ci-dessus,
- **Autorise** Monsieur le Maire à solliciter les subventions pré citée d'un montant de **26 774 €** auprès de l'agence de l'eau,
- **Charge** Monsieur le Maire de l'ensemble des formalités nécessaires à l'obtention de la présente demande de subvention.

Extrait certifié conforme,

<p>Jean-Yves MEYER, Maire</p> 	<p>Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Informe que la présente peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de LYON dans un délai de deux mois à compter de la notification et/ou de l'affichage de la présente soit par courrier, soit par voie dématérialisée (www.telerecours.fr)</p>
---	---